

bijgevolg, de uitvoering van de beslissingen tot toekenning van de in dat artikel bedoelde uitgaansmodaliteiten van gedetineerden (uitgaansvergunningen, (penitentiaire) verloven en beperkte detenties van veroordeelden en geïnterneerden) effectief wordt opgeschort;

Overwegende dat door artikel 80, 6de lid, van dezelfde wet retroactieve werking wordt verleend aan artikel 62 met ingang van 2 november 2020; dat voor de verantwoording van die retroactieve werking verwezen wordt naar de memorie van toelichting bij deze wetsbepaling; dat huidig ministerieel besluit, dat onlosmakelijk verbonden is met het artikel 62 van de wet, dezelfde retroactieve datum van inwerkingtreding dient te hebben en dus in werking moet treden op 2 november 2020; dat voormelde verantwoording gegeven in de memorie van toelichting bij de wet hierop van overeenkomstige toepassing is;

Overwegende dat bij het vaststellen in dit besluit van de einddatum van de periode van schorsing, namelijk 19 januari 2021, rekening gehouden werd met het gegeven dat de huidige maatregelen, die beslist werden door het Overlegcomité op resp. 30 oktober en 27 november 2020, voorzien zijn om te lopen tot 15 januari 2021; dat het Overlegcomité mogelijks slechts kort voor die laatste datum op basis van de epidemiologische situatie in het land op dat ogenblik opnieuw zal beslissen over de maatregelen voor de periode die daarop volgt; dat met het vaststellen van voormelde einddatum bijgevolg rekening gehouden wordt met de tijd die nodig zal zijn om de impact en de consequenties van die te nemen beslissingen in te schatten en de relevantie ervan af te toetsen aan de situatie in de gevangenissen, om zodoende oordeelkundig te beslissen de maatregel van schorsing al dan niet te verlengen,

Besluit :

Artikel 1. De periode waarin de uitvoering van de beslissingen bedoeld in artikel 62 van de wet van xx december 2020 houdende diverse tijdelijke en structurele bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van COVID-19 wordt opgeschort, wordt vastgesteld van 2 november 2020 tot en met 19 januari 2021.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 2 november 2020.

Brussel, 23 december 2020.

V. VAN QUICKENBORNE

des décisions accordant aux détenus les modalités de sortie visées dans cet article (permissions de sortie, congés (pénitentiaires) et détentions limitées des condamnés et personnes internées) est effectivement suspendue ;

Considérant que l'article 80, alinéa 6, de la même loi confère un caractère rétroactif à l'article 62 avec effet au 2 novembre 2020 ; que pour la justification de cet effet rétroactif, il est fait référence à l'exposé des motifs de cette disposition ; que le présent arrêté ministériel, qui est intrinsèquement lié à l'article 62 de la loi, doit avoir la même date rétroactive d'entrée en vigueur et doit donc entrer en vigueur le 2 novembre 2020 ; que la justification susmentionnée donnée dans l'exposé des motifs s'y applique par analogie ;

Considérant que par la fixation, dans l'arrêté, de la date de fin de la période de suspension, à savoir le 19 janvier 2021, il est tenu compte du fait que les mesures actuelles, qui ont été décidées par le Comité de concertation le 30 octobre et le 27 novembre 2020, sont prévues jusqu'au 15 janvier 2021 ; qu'il est possible que le Comité de concertation ne décide, à nouveau, des mesures pour la période suivante que peu de temps avant cette dernière date, sur base de la situation épidémiologique du pays à ce moment-là ; que la fixation de la date limite susmentionnée tient donc compte du temps qui sera nécessaire pour évaluer l'impact et les conséquences des décisions à prendre et pour apprécier leur pertinence au regard de la situation dans les prisons, afin de prendre une décision judiciaire quant à la prolongation, ou non, de la mesure de suspension,

Arrête :

Article 1^{er}. La période durant laquelle l'exécution des décisions visées à l'article 62 de la loi du xx décembre portant des dispositions diverses temporaires et structurelles en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19 est suspendue, est fixée du 2 novembre 2020 au 19 janvier 2021 inclus.

Art. 2. Cet arrêté entre en vigueur le 2 novembre 2020.

Bruxelles, le 23 décembre 2020.

V. VAN QUICKENBORNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/44299]

9 DECEMBRE 2020. — Décret contenant le budget initial des recettes de la Communauté française pour l'année budgétaire 2021 (1)

Le Parlement a adopté et, Nous Gouvernement, sanctionnons ce qui suit.

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2021, les recettes de la Communauté française sont évaluées à 10.733.433.000,00 euros, se décomposant comme suit :

- Recettes courantes (Titre I) : 10.732.555.000,00 euros.

- Recettes en capital (Titre II) : 878.000,00 euros.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à constater tout droit et à percevoir toute recette revenant à la Communauté.

Art. 3. Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé à souscrire les emprunts et à conclure toute opération de gestion financière et de trésorerie réalisée dans l'intérêt général du Trésor dans le respect des procédures arrêtées par le Gouvernement de la Communauté.

Art. 4. Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé, moyennant information du Parlement, du Gouvernement et de la Cour des comptes, à imputer une recette de l'exercice au budget d'une année antérieure dès lors que cette recette procédait de l'équilibre budgétaire de l'année concernée.

Art. 5. La constatation des droits et le recouvrement des recettes est opéré par les receveurs-trésoriers désignés par arrêté du Ministre du Budget.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 9 décembre 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des
Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Enseignement obligatoire

Note

(1) *Session 2020-2021*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 145-1. — Exposé particulier, n° 145-1 (annexe 1). — Rapport de
commission, n° 145-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 145-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 9 décembre 2020.

BUDGET DES RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2021

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
TITRE I - RECETTES COURANTES				
SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				
11.01.00	1111 4324 4410	Remboursement des salaires, traitements, subventions- traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	25.954	
11.02.00	1111	Remboursement de rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	0	
11.03.00	1111 4324 4410	Remboursement de rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL - Chargés de mission + redevances	10.581	
11.41.00	1140	Quote-part à charge des membres du personnel du Ministère de la Communauté française dans les titres-repas	1.502	
16.01.00	1612	Produits divers	6.036	
16.02.00	1612	Remboursement de sommes indûment versées	0	
16.03.00	1612	Droits d'inscription à l'enseignement à distance	93	
16.04.00	1612	Droits d'inscription dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	4.759	
16.05.00	1612	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale	126	
16.07.00	1611	Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège	8.924	
16.21.00	1612	Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	3.309	
16.22.00	1612	Droits d'homologation des certificats et diplômes	118	
16.23.00	1611	Produit de la vente des fréquences analogiques	0	
29.01.00	2110 2610	Intérêts de placements et produits de la gestion de la dette	1.500	
38.01.00	3850	Récupération des déficits des comptes condamnés par la Cour des comptes	0	
46.01.00	4940	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques	2.848.028	
46.02.00	4940	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée	7.468.167	
46.05.00	4940	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	82.560	
46.06.00	4511 4934	Correction définitive dotations RW/COCOF (y compris intérêts)	0	
46.07.00	1120	Correction définitive cotisation de responsabilisation (y compris intérêts)	0	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
46.08.00	4911 4934	Interventions de la Région Wallonne et de la COCOF relatives à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	100	
46.10.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/8 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	27.074	
46.11.00	4940	Dotation visée à l'article 47/10 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	41.165	
46.12.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/9 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	10.064	
46.13.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/11 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	14.884	
46.14.00	4630	Remboursement de la contribution à l'Agence de FSE	0	
46.15.00	4640	Recettes perçues dans le cadre de la crise du Covid-19	0	
49.32.00	1612	Recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale	10.000	
49.33.00	4940	Jardin botanique de MEISE	1.984	
49.34.00	4934	Intervention de la Région Wallonne dans l'engagement de personnes en situation de handicap	79	
49.37.00	4934 4935 4940	Remboursement des rémunérations du personnel engagé dans le cadre de conventions ACS - APE signées avec toute entité fédérée ou fédérale	56.003	
49.38.00	4934 4935	Contributions du FOREM et d'ACTIRIS dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n°25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand	3.474	
49.39.00	4934 4940	Interventions de la Région bruxelloise et de la Région wallonne dans le cadre des programmes de transition professionnelle	10.661	
49.40.00	4940	Intervention de l'Etat Fédéral dans les rémunérations	0	
Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES			10.637.145	
SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				
06.04.11	3810	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions communautaires -cf. D.O. 11 - P.A. 12 - F.B.M. 0101	333	
38.10.11	3810	Dotations et avances de la Loterie nationale -cf. D.O. 11 - P.A. 36 - F.B.M. 0101	20.419	
38.40.11	3840	Recettes diverses -cf. D.O. 11 - P.A. 37 - F.B.M. 0102	1	
46.04.11	4610 4630 4640	Recettes affectées au Fonds d'urgence et de soutien face à l'épidémie de Covid-19 -cf. D.O. 11 - P.A. 02 - F.B.M. 0105	0	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
49.26.11	4926 3840 3850	Contributions dues par la Communauté germanophone dans le cadre du protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, des amendes administratives aux sportifs d'élites, aux fédérations sportives, organisateurs et les rétributions de prestations pour le compte des tiers -cf. D.O. 11 - P.A. 20 - F.B.M. 0101	41	
38.01.15	3840	Correction des avances aux organismes assureurs -cf. D.O. 15 - P.A. 12 - F.B.M. 0106	0	
30.02.17	3300	Récupérations d'allocations familiales, recouvrement de parts contributives et intervention du fédéral dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse -cf. D.O. 17 - P.A. 14 - F.B.M. 3304	13.460	
38.50.17	3850	Recettes résultant de l'application du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption -cf. D.O. 17 - P.A. 13 - F.B.M. 0101	60	
16.14.18	1612	Remboursement de matériel dégradé ou d'aide financière indue à un justiciable -cf. D.O. 18 - P.A. 11 - F.B.M. 0101	20	
49.40.18	4940	Fonds budgétaire relatif aux missions définies à l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et pour les missions définies dans le Décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant l'aide aux justiciables -cf. D.O. 18 - P.A. 32 - F.B.M. 0101	6.794	
06.06.20	3840	Dons, legs et recettes de toute nature pour le soutien de la culture -cf. D.O. 20 - P.A. 11 - F.B.M. 0103	0	
16.08.20	1612	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt, produit de la vente de matériel déclassé et produit des prêts payants -cf. D.O. 20 - P.A. 15 - F.B.M. 1232	101	
16.13.20	1612	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le Centre culturel Marcel Hicter -cf. D.O. 20 - P.A. 05 - F.B.M. 0101	850	
49.45.20	3910	Recettes en provenance de l'Union européenne en vue de financer le fonctionnement du Point de Contact Culture Europe - cf. D.O. 20 - P.A. 19 - F.B.M. 1203	26	
16.09.22	1612	Droits d'inscription, taxes, amendes et interventions communales perçus dans les Centres de lecture publique de la C.F. - Produits de la vente de biens ou de services -cf. D.O. 22 - P.A. 11 - F.B.M. 1230	139	
38.10.24	3810 3850	Contributions de personnes physiques et morales désireuses de contribuer à la restauration et/ou la conservation et/ou la protection de biens mobiliers classés (privés ou publics) par la Communauté française -cf. D.O. 24 - P.A. 11 - F.B.M. 0101	0	
16.11.25	3690	Contribution de la R.T.B.F. et des radios privées (article 27 du décret du 19 juillet 1991) -cf. D.O. 25 - P.A. 34 - F.B.M. 3101	1.519	
16.24.25	4940	Recettes LTE -cf. D.O. 25 - P.A. 11 - F.B.M. 0102	0	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
06.05.26	3810	Recettes diverses, donations, legs, dotation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif -cf. D.O. 26 - P.A. 11 - F.B.M. 1233	15.566	
16.30.28	1612	Recettes relatives aux dépenses courantes, achats de documents divers, de biens et de services utiles à l'accomplissement des missions dévolues aux centres de lecture publique de la communauté française et à la revue "Lectures" -cf. D.O. 28 - P.A. 41 - F.B.M. 1230	0	
28.01.40	2610	Intérêts des produits financiers placés des fondations, donations, legs et prix, et remboursement des placements venus à échéance -cf. D.O. 40 - P.A. 42 - F.B.M. 0101	78	
39.06.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et enseignement en alternance -cf. D.O. 40 - P.A. 80 - F.B.M. 3002	22.080	
39.07.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement de promotion sociale -cf. D.O. 40 - P.A. 80 - F.B.M. 3001	5.500	
30.01.47	3431	Remboursement des allocations d'études -cf. D.O. 47 - P.A. 10 - F.B.M. 3302	305	
39.12.52	4911 4934 4935 4940	Interventions des Fonds européens, des Fonds sectoriels, subventions régionales, provinciales et fédérales en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel -cf. D.O. 52 - P.A. 94 - F.B.M. 0103	1.765	
49.36.52	4934	Intervention de la Région Wallonne en faveur du renforcement et la valorisation de l'enseignement en alternance -cf. D.O. 52 - P.A. 94 - F.B.M. 0106	4.000	
39.15.55	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur -cf. D.O. 55 - P.A. 91 - F.B.M. 0101	2.353	
39.17.58	3910	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action et de formation de réinsertion professionnelle à l'intervention de l'enseignement à distance -cf. D.O. 58 - P.A. 30 - F.B.M. 0101	0	
Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES			95.410	
Total TITRE I - RECETTES COURANTES			10.732.555	
TITRE II - RECETTES EN CAPITAL				
SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				
76.01.00	7632	Produits de la vente ou de l'octroi de tous autres droits réels sur des immeubles	0	

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
76.02.00	7632	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	420	
76.03.00	7720	Recettes diverses	45	
76.04.00	7632	Produits du règlement des litiges	0	
Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES				465
SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				
87.03.17	8710	Remboursements des prêts accordés aux services agréés de l'aide à la jeunesse et des organismes agréés d'adoption -cf. D.O. 17 - P.A. 14 - F.B.M. 8101	83	
86.01.22	8610	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs -cf. D.O. 22 - P.A. 24 - F.B.M. 0101	250	
86.02.22	8610	Remboursements de prêts accordés à des libraires -cf. D.O. 22 - P.A. 24 - F.B.M. 8104	50	
87.02.47	8720	Remboursements des prêts d'études -cf. D.O. 47 - P.A. 10 - F.B.M. 8203	30	
Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES				413
Total TITRE II - RECETTES EN CAPITAL				878

En milliers d'euros

Article	Cé	Désignation du produit	Evaluation par article	Total
		Total général		10.733.433
		dont subdivisions générales		10.637.610
		dont subdivisions particulières		95.823

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44299]

9 DECEMBER 2020. — Decreet van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2021 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2021, worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschap op 10.733.433.000,00 euro geraamd, onderverdeeld als volgt :

- Lopende ontvangsten (Titel I) : 10.732.555.000,00 euros.
- Kapitaalontvangsten (Titel II) : 878.000,00euro.

Art. 2. De Regering wordt ertoe gemachtigd elk recht vast te stellen en elke ontvangst die aan de Franse Gemeenschap toekomt, in te vorderen.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd leningen aan te gaan en elke verrichting inzake financieel beheer en elke thesaurieverrichting in het algemeen belang van de Thesaurie uit te voeren met inachtneming van de procedures bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd, mits informatie aan het Parlement, de Regering en het Rekenhof, een ontvangst van dit jaar aan te rekenen op de begroting van een vorig jaar, als die ontvangst noodzakelijk was voor het evenwicht van de begroting van dat jaar.

Art. 5. De vaststelling van de rechten en de invordering van de ontvangsten geschieden door toedoen van de ontvangers-thesauriers die bij besluit van de Minister van Begroting aangesteld worden.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 december 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 145-1. — Bijzondere toelichting, nr. 145-1 (Bijlage 1). — Verslag nr. 145-2. — Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 145-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.— Vergadering van 9 december 2020.